

PGCSPS de l'opération :
SITES POLLUES A RESPONSABLES DEFAILLANTS
Réalisation des travaux d'évacuation des déchets dangereux

SITE de SINTERTECH
A PONT DE CLAIX (38)

Coordination SPS :

PRESENTS - Agence Savoie
42, Rue Pré Demaison
73000 CHAMBERY
Tél : 04 78 38 69 69

Maître d'ouvrage principal :

ADEME
Service SITESOL
Service Sécurisation et reconversion des Sites Pollués
10, rue des Emeraudes
69006 LYON

Chargé d'Opération ADEME

ADEME
Service SITESOL SSP

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
Février 2025 – Indice 0	O DECARRE	Création du document suite à la visite initiale du site
31 Mars 2025 – Indice 1	O DECARRE	Diffusion du document, suite communication du RAT Amiante Phase DCE

SOMMAIRE

Préambule	3
1 Renseignements d'ordre administratif.....	4
1.1 Renseignements relatifs à l'opération.....	4
1.2 Intervenants.....	5
1.3 Mission du Coordonnateur SPS.....	6
2 Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Chef de Projet en concertation avec le coordonnateur.....	8
3 Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS.....	9
3.1 Contrôle d'accès.....	9
3.2 Circulations	9
3.3 Stockage.....	14
3.4 Gestion des déchets et décombres	15
3.5 Enlèvement des matériaux dangereux	16
3.6 Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale.....	17
3.7 Interactions sur le site	21
4 Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation	29
4.1 Activité sur le site et mesures de prévention.....	29
4.2 Interférences avec les chantiers limitrophes	29
4.3 Réseaux enterrés et aériens	29
4.4 Risques liés à la circulation extérieure.....	30
4.5 Analyse des risques liés à l'environnement	30
5 Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre	31
5.1 Installations de chantier	31
5.2 Nettoyage du chantier	33
5.3 Clôture du chantier.....	33
5.4 Réseaux mis à disposition	34
6 Secours et évacuation des travailleurs	35
6.1 Dispositions d'alerte et accueil des secours.....	35
6.2 Plan de secours.....	35
6.3 Cas particulier de découverte d'engins de guerre.....	35
6.4 Organisation des premiers secours	35
7 Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.....	36
7.1 Mise en commun des moyens	36
7.2 Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants.....	36
7.3 Emploi de personnels intérimaires	36
7.4 Prestataires de service.....	36
8. Annexes	38
8.1 ANNEXE : Fiche d'appel des secours	38

Préambule

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- Par le Maître d'Ouvrage, le **Chef de Projet** et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- Par le Maître d'Ouvrage et le **Chef de Projet** dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

Nom du document / Commentaires	Transmis par	Date de transmission
CdC SPS Mission SINTERTECH et Rapport CURRIUM	ADEME	Décembre 2024
Visite préalable du site	ADEME / PRESENTS	Février 2025
Rapport RAT Amiante de l'APAVE	ADEME	15 février 2024

1 Renseignements d'ordre administratif

1.1 Renseignements relatifs à l'opération

1.1.1 Situation

- Nom de l'opération :

Site de SINTERTECH
Rue de Chamrousse – Voie des Collines
Le Pont de Claix (38)

- Catégorie de l'opération en matière de SPS:

Opération de catégorie 3

- Adresse du chantier :

Rue de Chamrousse / Voie des Collines

1.1.2 Travaux

Description des travaux :

Opération de retrait de liquides et matériaux pollués, évacuation de déchets inflammables.

Nature générale des travaux :

Evacuation de liquides graisseux et huileux ;
Evacuation de déchets solides pollués par les huiles ;
Evacuation de poussières polluées
Evacuation de contenants divers pollués
Evacuation des déchets inflammables
Evacuation de documents d'archives
Evacuation de matériels divers dangereux
Evacuation de bombes de gaz
Evacuation de palettes
Nettoyage des sols huileux et graisseux
Evacuation de terres polluées
Vidanges de cuves enterrées

Se reporter au cahier des charges de l'ADEME et rapport CURRIUM.

Des zones n'ayant encore pu être contrôlées, certaines tâches complémentaires pourront être comprises dans l'opération.

1.2 Intervenants

1.2.1 Parties contractantes

Maître d'ouvrage principal :

ADEME

Service SITESOL - Sécurisation et reconversion des sites pollués
10 rue des Emeraudes
69006 LYON

Coordination SPS :

PRESENTS
42, rue Pré Demaison
73000 CHAMBERY

1.2.2 Organismes de prévention

CARSAT

Service Prévention des risques
27, rue André Maginot
38024 GRENOBLE Cedex 01

OPPBTP

Bâtiment Andromède
3, rue des Méridiens
38130 ECHIROLLES

DREETS (Inspection du Travail)

1, avenue Marie Reynoard
38100 GRENOBLE

1.2.3 Exploitant(s)

Sans objet pour l'opération.

Le site est gardienné, géré via l'ADEME et les services de la Métropole de Grenoble

1.2.4 Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable

SAMU : Tél. 15

1.2.5 Autres intervenants

Sans objet.

1.3 Mission du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

1.3.1 Plan Général de Coordination (PGC)

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC.

En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

1.3.2 Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune.

A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires réaliseront éventuellement une inspection commune, qui sera définie par le Coordonnateur sécurité selon la nature de leur intervention.

Ils devront dans tous les cas transmettre un PPSPS relatif à leur prestation.

Les locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés.

La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses éventuels sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés.

Ce PPSPS sera fourni en format informatique directement au CSPA, et en complément sous format papier à sa demande.

Le PPSPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier les risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises (y compris sous-traitantes), susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

2 Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Chef de Projet en concertation avec le coordonnateur

Le phasage des travaux sera détaillé par l'(les) entreprise(s) retenu(ent) selon le programme d'opération remis par le Maître d'ouvrage et des modalités du DCE.

Ce programme sera communiqué à l'ensemble des intervenants.

Une attention particulière sera à porter sur la sécurisation préalable des sols (par nettoyage, dégraissage, etc...) avant toute intervention à proximité immédiate des fosses à pomper.

Une protection périphérique de toutes les fosses, regards, dénivelés présents dans tous les locaux sera à mettre en œuvre préalablement à toutes opérations de nettoyage et évacuation des déchets.

Cette protection collective sera par ailleurs laissée en fin de travaux, dans le cadre des intervention ultérieures.

Sa nature sera à faire validée par le Maître d'ouvrage et le CSPS.

Toutes les zones glissantes (huile, graisse, moisissures, etc...) seront identifiées et balisées préalablement à l'intervention, et notamment des engins et véhicules.

IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE FUMER DANS L'ENSEMBLE DES BATIMENTS ET LOCAUX INTERIEURS, AINSI QU'A PROXIMITE DES CUVES ENTERREES.

Par ailleurs, une vigilance particulière sera à porter pour toute intervention avec des engins, véhicules ou matériels de grand gabarit ou hauteur : des obstacles dans les halls à traiter sont identifiés avec risque d'accrochage, de heurt voir de chute de matériaux (luminaires pendants, fils divers, etc....)

Les entreprises prendront donc toutes mesures préalables à la sécurisation initiale de son (ses poste(s) de travail vis-à-vis de ces obstacles.

Elle vérifiera aussi les conditions d'accès pour les engins et véhicules d'intervention de traitement et d'évacuation des déchets au droit de l'ensemble des locaux (gabarits, portance des sols, largeurs des voies, etc...).

Concernant le hall du bâtiment F, il sera nécessaire de démanteler le rideau automatique d'entrée afin de libérer le gabarit aux véhicules d'intervention.

Les entreprises vérifieront aussi l'état des cheminements existants (échelles, escaliers divers, ...) afin d'en garantir la sécurité avant toute utilisation.

Ceci notamment au droit des accès en hauteur, coursives, fond des fosses (lorsque l'accès existe).

Une attention particulière sera portée au droit du local archives, en raison de la présence d'amiante identifiée au sol (Dalles et colle : se reporter au rapport RAT Amiante de l'APAVE de Mars 2025) et de la nature du sol support en bois contaminé et détruit par les champignons.

Des mesures complémentaires pourront être déterminées à l'issue de la visite de reconnaissance du site avec les entreprises, en phase de consultation.

Les entreprises devront par ailleurs mettre en œuvre un système d'éclairage provisoire pour leurs interventions, sur l'ensemble des zones de travail, de circulation et des cheminements d'accès.

Un système d'aspiration à la source de toutes les poussières polluées sera mis en œuvre dans les zones à traiter, le personnel sera équipé des protections individuelles adaptées avec filtration.

3 Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS

Conformément à la réglementation, les dispositions suivantes sont prises pour cette opération :

L'entreprise titulaire mettra en oeuvre toutes les mesures prévues au code du travail concernant le retrait de tous les matériaux dangereux concernés par la mise en sécurité du site.

Tous les intervenants dans les enceintes du chantier seront équipés au minimum de :

Chaussures ou bottes de sécurité
Casque de protection de la tête ;
Vêtement de visibilité normalisé
Protections auditives
Lunettes de protections
Gants de protections.
Lampe frontale.

Ces protections individuelles minimum pourront être complétées à besoin en fonction des zones d'intervention (masques, combinaison, etc...)

3.1 Contrôle d'accès

La liste nominative du personnel participant au chantier sera établie et tenue à jour, sur le chantier, par chaque entreprise y compris les entreprises sous-traitantes.

Celle-ci sera consultable en entrée du chantier, en dehors des zones d'activité de traitement des déchets (bungalow en zone « verte ») près de l'accès général).

Personnes autorisées :

Les personnes autorisées « en matière de sécurité » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes qui sont :

- Informées par l'entreprise :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur sps
 - Des mesures sps contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions

En cas de non-respect des consignes de sécurité ou de protection de la santé, les personnes en cause ne sont plus autorisées, d'où :

- Arrêt du poste de travail par le coordonnateur sps
- Eventuellement, convocation immédiate avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes par le coordonnateur sps
- Eviction éventuelle du personnel par le Chargé d'opération ADEME. Consignation des événements dans le registre journal, par le coordonnateur sps.

3.2 Circulations

Organisation des zones d'intervention :

Les zones d'intervention seront organisées de la façon suivante :

a) **zone rouge** : zone qui englobe tous les lieux où ont été localisés des déchets ainsi que les aires d'activités du chantier.

Cette zone évoluera avec l'avancement du chantier. Elle sera matérialisée (matérialisation claire pour les salariés du chantier – séparation physique des autres zones) et ne sera accessible qu'au personnel désigné par le responsable de chantier.

A l'entrée de la zone, un panneau rappellera au moyen des pictogrammes réglementaires les consignes suivantes :

- interdiction de fumer, de boire et de manger,
- interdiction d'introduire, dans cette zone, nourriture, cigarettes, allumettes ou briquets,
- l'accès dans cette zone est subordonné au port des équipements de protection individuelle suivants :
- combinaison étanche
- masque respiratoire à cartouche, adapté aux produits à manipuler
- bottes de sécurité
- gants
- lunettes
- casque
- etc....

Le matériel de secours suivant sera prévu à proximité immédiate des zones de travail:

- un lave-oeil,
- une douche de sécurité portative,
- une couverture anti-feu,
- un sanitaire chimique à la turque.

En aucun cas, un travailleur ne devra rester isolé dans cette zone.

b) **zone orange** : zone de circulation (véhicules et piétons) entre les différentes zones rouges et zones vertes. Zone accessible au personnel de chantier, aux transporteurs, aux divers organismes accompagnés par un représentant de l'entreprise.

A l'entrée de la zone orange (entrée du site et sortie de la zone cantonnement), un panneau rappellera au moyen des pictogrammes réglementaires les consignes suivantes :

- interdiction de fumer, de boire et de manger
- interdiction d'introduire, dans cette zone, nourriture, cigarettes, allumettes ou briquets.

Cette zone comprendra les équipements suivants :

- un vestiaire sale qui permet l'abandon des vêtements, survêtements, sur-bottes et équipements de protection individuelle (gants, masques, ...) contaminés,
- douches, lavabos, sanitaires,
- vestiaires propres

Les équipements supplémentaires suivants devront être à disposition du personnel :

- des couvertures anti-feu et de survie,
- une boîte à pharmacie de chantier (solutions désinfectantes, pansements, ...),
- une douche de sécurité pour la décontamination d'urgence,
- un lave-oeil,
- des savons,
- des serviettes et des essuie-mains en papier jetable pour le personnel et le matériel,
- un lave-bottes permanent et incongelable,
- des matériaux absorbants permettant d'éliminer un excès de polluant sur les vêtements,
- des brosses et des grattoirs pour le nettoyage des bottes et d'autres vêtements,
- des conteneurs spécialisés (pollué et non pollué) pour les objets à jeter (gants, combinaisons jetables, cartouches des appareils respiratoires, etc...),
- des conteneurs spécialisés pour les outils,
- des détergents et des solutions de nettoyage pour les vêtements et les outils,
- des moyens de stockage pour les vêtements et outils décontaminés (armoires penderie ou housses à vêtements et patères).

Les eaux de lavage seront recueillies et suivront le circuit des eaux polluées.

c) **zone verte** : zone exempte de pollution et de toute activité se rapportant aux opérations de traitement en cours.

Cette zone sera notamment réservée pour toutes les installations générales de chantier, les zones de stationnements des intervenants, les zones de stockages des matériels d'intervention non pollués.

3.2.1 Circulations horizontales

3.2.1.1 Circulation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en indiquant les modalités d'accès.

L'entreprise titulaire produira ces documents lors de la phase de préparation.

L'accès dans les bâtiments/halls ne sera pas possible sans vérification d'éventuels travaux de confortement et de mise en sécurité de l'ensemble des lieux à traiter sur le site.

Tous les intervenants qui accèderont par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en oeuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- **Les cheminements,**
- **Les accès au site**
- **les accès réservés aux visiteurs éventuels**
- Les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit, etc.),
- Les zones à risques,
- Les modalités et zones de stockage,
- Le fléchage,
- Les aires de retournement,
- Les modalités de circulation,
- Le sens de circulation à respecter le cas échéant.
- Les zones interdites d'accès.
- Etc

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.

Tous les obstacles devront être signalés et des protections adaptées seront mises en place.

3.2.1.2 Postes de travail en bordure des pistes et voies circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

L'attention des entreprises est attirée sur les faits suivants :
Certains bâtiments ne sont pas accessibles en véhicules, des accès ou ouvertures provisoires devront probablement être nécessaires ;
Les pistes latérales comportent différents regards et chambres de réseaux, dont la solidité pour les passages de véhicules sera à vérifier.

3.2.1.3 - Circulation piétonne sur le site et sur le chantier

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra également **les cheminements** jusqu'au poste de travail.

Ce cheminement sera éclairé dans les bâtiments ou pour les périodes de fin de journée, voire nocturnes si besoin.

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra les accès réservés au personnel de chantier.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les mêmes conditions.

La circulation des piétons sur les voies servant aux véhicules et engins sera interdite.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Lorsqu'il y a un risque de chutes d'objet sur les voies de service et les accès/cheminements piétons, un auvent sera aménagé de façon à retenir tous matériaux ou fluides susceptibles d'avoir un impact sur la circulation piétonne ou routière.

Ce passage devra être entretenu et nettoyé aussi souvent que nécessaire. Il sera étanche et pourra supporter la chute d'un objet lourd.

3.2.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet, selon leur affectation (zones rouges et orange ; zone verte).

L'entreprise titulaire sera responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones.
--

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter ou limiter les venues en véhicule particulier. Le stationnement sera obligatoire en zone verte.

Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

3.2.2 Circulations verticales

3.2.2.1 Accès entre différents niveaux

L'entreprise titulaire mettra en place un éclairage de chantier suffisant sur toutes les zones de travail et de circulations ou cheminements.

Les circulations verticales existantes **du site** seront conservées en l'état ou renforcées pour permettre aux personnels d'accéder à tous les niveaux, **si leur état de conservation le permet.**

A défaut, des accès sécurisés seront à prévoir pour tous les postes de travail (fond des fosses, cuvelages, etc...).

Les modalités d'intervention seront à vérifier en préalable (contrôle des gaz des zones confinées ; aménagements des accès en cuves et fosses ; procédures d'intervention, etc..)

L'entreprise titulaire mettra en oeuvre les éclairages et protections collectives périphériques nécessaires.

3.2.2.2 Mise en commun des échafaudages

3.2.2.3 Accès aux ouvrages

L'entreprise titulaire mettra en oeuvre les moyens nécessaires pour permettre une circulation verticale en toute sécurité pour l'ensemble des intervenants du chantier et cela jusqu'à la fin de l'opération (y compris en cas d'intervention de sous-traitants).

3.2.2.4 Accès en fond de fouille

Les accès piétons en fond de fouille/regards/fosses/etc ... devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les travailleurs.

Toutes les entreprises veilleront à ce que cet accès soit préservé pendant la durée des travaux.

3.2.3 Mise en commun des moyens

L'entreprise titulaire du marché mettra en place tous les moyens de levage, manutention à disposition de tous les intervenants pour le chantier.

Les moyens seront à détaillés dans son PPSPS, ainsi que les règles de mise à disposition.

3.2.4 Moyens de levage et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.5 Implantation des zones de manutentions et de levage

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

3.2.6 Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues automotrices, etc....

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3 Stockage

3.3.1 Zone de stockage

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

ILS SERONT IDENTIFIES PAR ZONES (ROUGE, ORANGE ou VERTE)

Les modalités de passage d'une zone à l'autre devront être précisées dans le PPSPS général de l'entreprise titulaire.

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours des différents bâtiments.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.2 Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.

Dans le cadre de l'enlèvement des matières dangereuse, l'entreprise mandataire devra s'assurer auprès du transporteur qu'il lui a bien fourni les caractéristiques des produits qui seront transporté ainsi que les mesures de prévention à mettre en place pendant le transport vers le centre qui accueillera les matières dangereuses.

3.3.3 Zone de stockage des matériaux dangereux

Les règles élémentaires à respecter sont les suivantes :

- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Séparer les produits en respectant les règles de compatibilité
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stoker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et qu'elles seront amenées à manipuler, pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

3.4 Gestion des déchets et décombres

Il est interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier ou de déposer les déchets dans une décharge sauvage.

3.4.1 Organisation du tri

La réglementation actuelle encourage les entreprises à trier leurs déchets. Dans la mesure du possible, les dispositions nécessaires seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le CCTP, pour assurer un tri des déchets sur chantier. Si la superficie de l'emprise du chantier ne permet pas de réserver un emplacement au stockage et tri des déchets, ces derniers seront rapatriés au dépôt pour être triés.

Les entreprises devront gérer le tri de leurs déchets de la manière suivante :

Trois niveaux pourront être retenus pour le tri des matériaux.

(Le terme contenant regroupe les sacs, bacs, conteneur et bennes)

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets,

- l'information du personnel des entreprises.

3.4.2 Bordereaux d'élimination

Aujourd'hui, l'élimination de trois types de déchets doit obligatoirement être accompagnée d'un document écrit :

- les déchets dangereux,
- les déchets d'amiante,
- les déchets d'emballages.

3.4.3 Organisation et responsabilités

L'entreprise titulaire du marché sera responsable de l'organisation totale du chantier

3.5 Enlèvement des matériaux dangereux

3.5.1 Cas de l'amiante

De l'amiante a été identifiée dans les zones d'intervention pour l'opération.

Se reporter au RAT établi par l'APAVE.

**Ont été identifiés les éléments suivants contenant de l'amiante :
Dalles et colle dans le local Archives du bâtiment F.**

Les matériaux amiantés ne sont pas prévus d'être évacués dans le cadre de l'opération.

3.5.2 Cas du plomb

Non identifié sur le site.

3.5.3 Pollution des sols- Sites et sols pollués

Terres polluées : se reporter au rapport ADEME des matériaux à évacuer.

3.5.4 Produits dangereux présents sur le site

3.6.4.1 Nature des produits

3.6.4.2 Mesures particulières

Il conviendra en fonction des déchets dangereux qui ont été identifiés de :

- Prévoir des appareils de contrôle de l'atmosphère aux postes de travail et de l'environnement du chantier. L'ensemble des mesures sera archivé sur un registre de sécurité ;
- Surveillance médicale des intervenants ;
- Prévoir une cabine pressurisée alimentée en air filtré pour les postes exposés (pour les conducteurs d'engins) ;
- Port d'équipements de protection individuelle des voies respiratoires (demi-masque avec filtre de classe P3) ;
- Adapter les rythmes de travail : limiter le temps de travail en fonction des contraintes liées au port des EPI ;
- Port de gants à manchettes et combinaisons de travail imperméables résistants aux produits agressifs ; équipées de capuchon.
- Port de coiffe ;
- Par rapport au risque d'exporter les polluants via des chaussures contaminées, port de bottes caoutchouc plutôt que chaussures, installer un lave-bottes ;
- Port de lunettes de sécurité ;
- Limitation du nombre de personnes présentes dans la zone de travail ;
- Mesures d'hygiène : ne pas fumer, ne pas manger sur le poste de travail, lavage des mains ;
- Proscrire le travail isolé ;

Déchets - Déblais :

- Baliser et signaler les zones, y compris les zones de stockage et de circulations ;
- Protection par bâchage ;
- Arrosage des terres en cas de poussières ;
- Etablir une procédure de gestion des EPI souillés ;
- Formation du personnel.

Selon la nature des produits qui seront recensés après sécurisation du bâtiment, il conviendra de respecter les préconisations des fiches INRS adéquates.

3.6 Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

3.6.1 Règles d'utilisation des protections collectives

3.7.1.1 Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc. ...)

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
 - Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;

- Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
- Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Les protections collectives sont gérées par l'entreprise titulaire.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

3.7.1.2 – Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :

- Port de chaussures antidérapantes.
- Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.
- Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversement de produits.
- Eclairage de sécurité pour les sous-sols, les accès sombres.

=> Prévention des risques liés aux chutes de hauteur :

- La protection collective est toujours prioritaire devant la protection individuelle.
- La protection collective posée sur les cheminements et accès ne pourra être retirée avant la fin du chantier.
- Un contrôle et un entretien régulier de ces dispositions par du personnel compétent et connu du Chef de Projet et du Coordonnateur SPS sont nécessaire pour le bon déroulement du chantier.
- Pour les circulations en hauteur, un plan de circulation est établi et mis à disposition du Coordonnateur SPS.
- Installer des dispositifs de protection empêchant la chute : garde-corps, port de harnais de sécurité.
- Utiliser des PIRL adaptées, sécurisées.
- Les fouilles/fosses seront protégées contre le risque de chute de hauteur.

=> Prévention des risques liés aux chutes d'objet :

- Les zones où le risque de chutes d'objet existe, seront neutralisées au passage des piétons par la mise en place d'un balisage.
- Il est interdit de circuler sous les charges.

- Le port du casque est obligatoire sur l'ensemble du chantier.
- Des zones de sécurité seront matérialisées au sol à l'aplomb des zones de travail en hauteur par l'entreprise réalisant ces travaux.
-
- => Prévention des risques liés au bruit :
- Utilisation d'engins moins bruyants.
- Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).
- Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).
- Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.
- Installer des protections : capoter les machines bruyantes, etc.
- => Prévention des risques liés aux produits chimiques :
 - Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.
 - Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.
 - Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.
 - Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.
 - Etablir un Permis de feu pour tous les travaux à flamme nue.
- => Prévention des risques poussière :
- Système d'arrosage - brumisation à prévoir
- => Prévention des risques liés aux vibrations :
- Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :
- Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié
-

3.6.2 Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

Les modalités d'accès sur le chantier sont les suivantes :

Les entreprises titulaires d'un marché devront mettre en place un accueil de tous les salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires.
Le chargé d'accueil de l'entreprise commentera le PPSPS à chaque nouvel arrivant sur le chantier.

L'entrepreneur titulaire du marché communiquera régulièrement la liste des personnes mise à jour au coordonnateur SPS.

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par l'entreprise titulaire du marché.

L'accès principal est situé au portail du site SINTERTECH.
Il est gardienné, les modalités d'accès pour le chantier seront à valider avec le maître d'ouvrage.

Un contrôle d'accès à la charge du Titulaire du marché sera à mettre en œuvre lors des phases d'activités du chantier.

Les modalités de ce contrôle seront à faire valider par le maître d'ouvrage et le CSPS.

Tous les intervenants sur le site devront être identifiables, par un système de badge, qui sera remis à l'issue de la formation d'accueil assurée par l'entreprise Titulaire auprès de tous les intervenants.

3.6.3 Règles d'utilisation de l'installation électrique générale

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- Les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- Les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- L'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- L'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

3.7.3.1 Armoires principales et secondaires de chantier normalisées

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.7.3.2 Implantation de l'installation électrique

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.

Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermé à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.

Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieure	40 lux
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux
Espaces extérieurs	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	40 lux

3.7.3.3 Eclairage de secours

L'éclairage de sécurité doit permettre, lorsque l'éclairage général est défaillant, l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zones aveugles, etc.

3.7 Interactions sur le site

3.7.1 Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

Les mesures particulières à prendre en compte sont :

Sécurisation de l'ensemble des fosses, caniveaux, regards ou chambres techniques non protégées ;

Création d'accès sécurisés provisoires pour l'accès en fond de fosses et bassins ;

Création d'ouvertures provisoires pour l'accès d'engins ;

Stabilisation de structures en équilibre ou dégradées ;

3.7.2 Risques particuliers

Travaux présentant des risques particuliers	Oui / Non	Document/Commentaires
Chute de hauteur	Oui	Prévoir de maintenir les protections collectives Rajout de protections collectives provisoires
Ensevelissement ou enlèvement	Oui	Travaux d'évacuation des déchets et des matériaux en fond de fosses
Présence d'amiante	Oui	Pas de retrait d'amiante dans le programme.

3.7.3 Risques liés à l'activité des intervenants sur le site

A Reconnaissance et identification des produits présents sur le site :

- prélèvements de déchets
- ouverture de contenants (fûts, containers, bidons, ...)

Risques potentiels :

Exposition aux rayonnements ionisants

Mesures de prévention :

Recherche préalable au détecteur de rayonnements ionisants, si présomption de la présence de sources radioactives.

Prise de contact avec IRSN.

Utilisation du dosimètre lors des visites et interventions sur le site.

Risques potentiels :

Risque d'éclaboussures lors de l'ouverture des contenants

Mesures de prévention :

Port de lunettes de sécurité ou d'un écran facial pour la protection des yeux.

Utilisation d'ouvre-fûts.

Risques potentiels :

Risque chimique : par contact, ingestion ou inhalation de produits chimiques agressifs et/ou dangereux pour la santé

Mesures de prévention :

Port d'équipements de protection individuelle des voies respiratoires (masque complet à ventilation assistée avec cartouche de type ABEK P3) – A adapter en fonction des résultats du

diagnostic du site, de la pénibilité et de la durée du travail Gants et combinaison de travail résistants aux produits chimiques.

Risques potentiels :

Atmosphère explosive / incendie

Mesures de prévention :

Contrôle permanent de la L.I.E. Réglage du seuil d'alarme à 10 % de la L.I.E. du gaz inflammable le plus pénalisant parmi ceux qu'il est potentiellement possible de rencontrer sur le site. Interdiction de fumer dans la zone de travail.

Outils et instruments ATEX

Risques potentiels :

Asphyxie / Anoxie / Espaces confinés

Mesures de prévention :

Contrôle permanent de la teneur en oxygène dans la zone de travail.

Ventilation, utilisation d'un extracteur d'air. Formation CATEC des intervenants

Risques potentiels :

Risque d'effondrement ou de chute de matériaux (structure du bâtiment instable, en mauvais état)

Mesures de prévention :

Diagnostic stabilité

Vérification préalable de l'état des bâtiments et des superstructures.

Etalement ou renforcement éventuel des structures. Port d'un casque de sécurité

Risques potentiels :

Chute avec dénivelation (prélèvements dans des cuves)

Mesures de prévention :

Utilisation de perches munies de flacons pour le prélèvement en cuves

Risques potentiels :

Electrocution ou électrisation

Mesures de prévention :

Consigner ou faire consigner les installations et vérifier l'absence de tension avant intervention.

B Manipulation, tri, conditionnement de déchets (conditionnés)

Mode d'intervention :

Tri manuel, utilisation d'engins de manutention, de bennes, de goulottes d'évacuation, de matériels de pompage (combiné hydrocureur, pompes de transfert, etc...), fûts et cuves de reconditionnement, palettes, caisses, outils à mains.

Risques potentiels :

Risque chimique : par contact, ingestion ou inhalation de produits chimiques agressifs et/ou dangereux pour la santé

Mesures de prévention :

Port d'équipements de protection individuelle des voies respiratoires (masque complet à ventilation assistée avec cartouche de type ABEK-P3) – A adapter en fonction des résultats du diagnostic du site, de la pénibilité et de la durée du travail Gants et combinaison de travail résistants aux produits chimiques.

Etiquetage des contenants. Stockage séparé par catégorie des déchets. Aspiration des vapeurs à la source sur les postes fixés de reconditionnement. Vérification de l'adéquation entre les déchets et leur contenant.

Utilisation d'ouvre-fûts.

Risques potentiels :

Anoxie / Asphyxie / espaces confinés

Mesures de prévention :

Contrôle permanent de la teneur en oxygène dans la zone de travail

Risques potentiels :

Atmosphère explosive, incendie

Mesures de prévention :

Interdiction de fumer.

Surveillance continue de la L.I.E. Réglage du seuil d'alarme à 10 % de la L.I.E. du gaz inflammable le plus pénalisant parmi ceux qu'il est potentiellement possible de rencontrer sur le site.

Respect de la réglementation sur le travail en atmosphère explosive.

Emploi d'outils à main antiétincelles (matériel ATEX)

Disposer d'extincteurs dans la zone de travail.

Procédure à suivre en cas de mélange accidentel à intégrer dans le mode opératoire et dans le PPSPS

Risques potentiels :

Risques biologiques

Mesures de prévention :

Vaccination

Port d'équipements de protection individuelle : gants, combinaisons jetables.

Hygiène : lavage des mains et douche en fin d'intervention.

Risques potentiels :

Utilisation d'engins de manutention

Mesures de prévention :

Habilitation du personnel à la conduite des engins de manutention

Veiller à disposer d'espaces de manœuvre suffisamment dégagés.

Risques potentiels :

Risque d'effondrement ou de chute de matériaux dans l'emprise ou dans le bâtiment (structure instable, en mauvais état, ...)

Mesures de prévention :

Diagnostic stabilité.

Vérification préalable de l'état des bâtiments et des superstructures.

Etalement ou renforcement éventuel des structures avant toute intervention du personnel.

Port d'un casque de sécurité.

Risques potentiels :

Chutes de hauteur (accès sur les cuves, planchers instables, ...)

Mesures de prévention :

Mise en place de protections collectives (garde-corps) avant toute intervention du personnel.

Port d'EPI : harnais de sécurité avec un système antichute

Etalement

C Extraction, manipulation, tri, conditionnement de déchets enfouis

C.1 Extraction de déchets enfouis et de sols pollués et opérations de manipulation, tri, conditionnement des déchets

Mode d'intervention :

Pelle mécanique ou engins de manutention et de terrassement, engins de levage, interventions manuelle

Risques potentiels :

Atmosphère explosive

Mesures de prévention :

Interdiction de fumer.

Surveillance continue de la L.I.E. Réglage du seuil d'alarme à 10 % de la L.I.E. du gaz inflammable le plus pénalisant parmi ceux qu'il est potentiellement possible de rencontrer sur le site.

Respect de la réglementation sur le travail en atmosphère explosive.

Emploi d'outils à main antiétincelles (matériel ATEX)

Disposer d'extincteurs dans la zone de travail.

Procédure à suivre en cas de mélange accidentel à intégrer dans le mode opératoire et dans le PPSPS

Risques potentiels :

Explosion par manipulation d'engins explosifs (découverte fortuite sur le site)

Mesures de prévention :

Diagnostic pyrotechnique

Formation des intervenants à l'identification des déchets pouvant s'apparenter à des explosifs ou à des engins de guerres.

Procédure d'alerte, pour les interventions des services de déminage en cas de découverte suspecte.

Risques potentiels :

Anoxie, asphyxie

Mesures de prévention :

Contrôle permanent de la teneur en oxygène dans la zone de travail.

Ventilation, utilisation d'un extracteur d'air dans la fouille (*méthodologies d'interventions en espaces confinés, personnel formé CATEC, ...*).

Risques potentiels :

Explosion par choc sur un récipient sous pression

Mesures de prévention :

Dégagement manuel.

Risques potentiels :

Incendie, explosion

Mesures de prévention :

Extincteurs dans la zone de travail.

Risques potentiels :

Ensevelissement, instabilité des parois des murs, parois, fouilles et tranchées

Mesures de prévention :

Vérification visuelle, soutènement provisoire ;

Talutage des fouilles, mise en place de blindages, ...

Risques potentiels :

Risques biologiques

Mesures de prévention :

Vaccination

Port d'équipements de protection individuelle : gants, combinaisons jetables.

Hygiène : lavage des mains et douche en fin d'intervention.

Risques potentiels :

Heurts ou chocs avec un engin de manutention

Mesures de prévention :

Habilitation du personnel à la conduite des engins

Risques potentiels :

Risque de renversement des engins (instabilité du sol, descente en fond de bassin, regards, fouille...)

Mesures de prévention :

Portance des engins compatible avec la nature du sol (empattement et largeur de voie à définir).
Accès au fond de fouille par une rampe aménagée (pente compatible avec les caractéristiques des engins utilisés).

Risques potentiels :

Chute en fond de fouille, fosses, bassins, regards,

Mesures de prévention :

Mise en place d'une clôture en retrait du bord de fouille pour interdire l'accès.
Accès du personnel en fond de fouille par un aménagement provisoire sécurisé.

C.2 Transport des produits ou matériaux pollués (vers une aire de stockage ou une unité de traitement)

Mode d'intervention :

Pelle mécanique ou engins de terrassement, engins de manutention, camions de transport routiers équipés de bennes étanches et bâchées.

Risques potentiels :

Risque chimique par contact, ingestion ou inhalation de produits chimiques agressifs et/ou dangereux pour la santé

Mesures de prévention :

Port d'équipements de protection individuelle des voies respiratoires (masque complet à ventilation assistée avec cartouche de type ABEK-P3).
Gants et combinaisons de travail résistants aux produits agressifs

Risques potentiels :

Heurts avec les engins de manutention

Mesures de prévention :

Habilitation du personnel à la conduite des engins.
Disposer d'espaces de manœuvre suffisamment dégagés

C.3 Tri, conditionnement et stockage des déchets

Mode d'intervention :

Pelle mécanique ou engins de terrassement, engins de manutention, camions de transport routiers équipés de bennes étanches et bâchées.
Moyens de levage.
Fûts neufs ; citerne pour le stockage et/ou transport

Risques potentiels :

Heurts avec les engins de manutention

Mesures de prévention :

Habilitation du personnel à la conduite des engins.
Disposer d'espaces de manœuvre suffisamment dégagés

Risques potentiels :

Risque chimique par contact, ingestion ou inhalation de produits chimiques agressifs et/ou dangereux pour la santé

Mesures de prévention :

Aspiration des vapeurs à la source sur les postes de transvasement et reconditionnement
Port d'équipements de protection individuelle des voies respiratoires (masque complet à ventilation assistée avec cartouche de type ABEK-P3).
Gants et combinaisons de travail résistants aux produits agressifs.
Vérification de l'adéquation entre les déchets et leur contenant.

Risques potentiels :

Atmosphère explosive / Incendie

Mesures de prévention :

Interdiction de fumer.

Surveillance continue de la L.I.E. Réglage du seuil d'alarme à 10 % de la L.I.E. du gaz inflammable le plus pénalisant parmi ceux qu'il est potentiellement possible de rencontrer sur le site.

Respect de la réglementation sur le travail en atmosphère explosive.

Emploi d'outils à main antiétincelles (matériel ATEX)

Disposer d'extincteurs dans la zone de travail.

Procédure à suivre en cas de mélange accidentel à intégrer dans le mode opératoire et dans le PPSPS

Risques potentiels :

Réactions chimiques

Mesures de prévention :

Etiquetage des contenants

Stockage séparé par catégorie de déchets

Risques potentiels :

Risques biologiques

Mesures de prévention :

Vaccination

Port d'équipements de protection individuelle : gants, combinaisons jetables.

Hygiène : lavage des mains et douche en fin d'intervention.

D Interventions en espaces confinés : cavité, fosse, puits, cuves

Mode d'intervention :

Pelle mécanique ou engins de terrassement, outils manuels, nettoyeur haute pression, système de réchauffage, moyens de pompage.

Risques potentiels :

Chutes de hauteur

Mesures de prévention :

Vérification préalable des conditions d'accès au trou d'homme

Mise en place si nécessaire de garde-corps et/ou d'une passerelle provisoire

Risques potentiels :

Risque d'effondrement ou de chute de matériaux (structure du bâtiment instable, en mauvais état)

Mesures de prévention :

Diagnostic stabilité

Vérification préalable de l'état des bâtiments et des superstructures.

Etalement ou renforcement éventuel des structures. Port d'un casque de sécurité

Risques potentiels :

Risque chimique

Mesures de prévention :

Consignation chimique :

- Séparation ou isolement des arrivées de tous les fluides par pose d'un joint plein ou dépose d'un élément de tuyauterie, de façon pleinement apparente ;

- Verrouillage par un dispositif matériel inviolable des organes de séparation ; vidange ou purge des produits dangereux ;
- Élimination d'une atmosphère inerte ou appauvrie en oxygène par ventilation ; vérification de l'absence de pression ou d'écoulement.

Risques potentiels :

Risque électrique (si l'installation est encore en état de fonctionnement)

Mesures de prévention :

Consignation électrique :

- Isolement pleinement apparent de tous les circuits électriques y compris les alimentations de secours ;
- Verrouillage des organes de séparation par un dispositif matériel inviolable ;
- Mise à la terre et en court-circuit des conducteurs, décharge des condensateurs ;
- Vérification d'absence de tension entre tous les conducteurs et mise en place d'une signalisation.

Risques potentiels :

Risques mécanique (si l'installation est encore en état de fonctionnement)

Mesures de prévention :

Consignation mécanique :

- Coupure pleinement apparente de la transmission de toutes les formes d'énergie, y compris les accumulateurs d'énergie ;
- Verrouillage par un dispositif matériel inviolable des organes de coupure ;
- Mise au niveau d'énergie le plus bas ou à la pression atmosphérique ;
- Vérification de l'absence d'énergie et mise en place d'une signalisation.

Risques potentiels :

Perforations et coupures par action d'un jet haute pression et traumatismes divers en cas de rupture de flexibles

Mesures de prévention :

Mise en place d'obstacles matériels résistants au jet ou d'un balisage signalant le risque pour les équipements ouverts.

Lance équipée de commandes bimanuelles ou à ouverture progressive.

Buses à jet divergent et réglage du couple débit/ pression le plus faible possible.

Port d'équipements de protection individuelle :

Gants, bottes, casques, vêtements de protection résistants aux produits chimiques.

Risques potentiels :

Asphyxie / Intoxication / Incendie

Mesures de prévention :

Utilisation de têtes de nettoyage rotatives sur dispositif de positionnement à déplacement automatique (*permet de s'affranchir des risques liés aux espaces confinés en évitant la descente de personnel dans les cuves*).

Assainissement de la zone de travail par dilution avec apport d'air propre (vitesse > 0,3 m/s) et débit permettant de maintenir les concentrations < à la VLE, au 1/10 de la LIE du gaz inflammable le plus pénalisant parmi ceux qu'il est potentiellement possible de rencontrer sur le site et de maintenir une teneur en oxygène > à 20,9 %

Contrôle permanent des valeurs obtenues ci-dessus au moyen de détecteurs spécifiques.

Port d'un appareil de protection respiratoire isolant à adduction d'air si l'assainissement de la zone n'est pas possible.

Surveillance extérieure des intervenants depuis le trou d'homme par un "garde orifice" pour les travaux en cuves et réservoirs.

4 Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

4.1 Activité sur le site et mesures de prévention

L'opération se déroule sur un site qui n'est plus en activité.

IL EST PAR CONTRE TOTALEMENT INTERDIT DE FUMER DANS L'ESNEMBLE DES LOCAUX ET BATIMENTS (Zone rouge à identifier par l'entreprise titulaire du marché).

Par contre, des sites en périphérie immédiate sont en activité, à risques particuliers (incendie notamment).

4.2 Interférences avec les chantiers limitrophes

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

4.3 Réseaux enterrés et aériens

Préalablement aux travaux, l'entrepreneur devra s'assurer de la consignation de tous les réseaux existants, du dégazage des installations existantes (cuves, etc.) et de la purge des fosses d'assainissement enterrées.

L'entrepreneur sollicitera, auprès de chaque concessionnaire, les plans indicatifs de ces réseaux et les prescriptions techniques à observer.

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Pour les réseaux découverts en cours de travaux, l'entreprise s'assurera auprès du Chef de Projet de leur mise hors service avant d'entreprendre leur dépose.

Les réseaux identifiés sont les suivants : les réseaux ont été coupés (énergie électrique)
--

4.4 Risques liés à la circulation extérieure

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée.

4.5 Analyse des risques liés à l'environnement

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

(insertion du tableau renseigné dans l'analyse des risques environnementaux)

Risque	Oui / Non	Mesure / commentaire
Risque lié à l'activité		
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	Port du gilet rétro-réfléchissant obligatoire. Balisage de la zone de chantier. Signaler la présence du chantier vis à vis de la voirie publique
Rupture de canalisation entraînant des blessures sur les salariés.	Oui	Protection et maintien des réseaux déviés. Exploitation des résultats des DICT.
Noyade (dans les liquides stagnants dans les fosses et bassins)	Oui	Mise en place de protections collectives provisoires en périphérie ; Mise en place de bouée de sauvetage à proximité immédiate. Mise en place d'échelles de corde de remontée
Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)	Oui	- Produits sur rétentions - kit anti-pollution sur site - Bâchage des zones polluées. - Protection des produits à éliminer

5 Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre

5.1 Installations de chantier

5.1.1 Généralités

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte 	
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté 	<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire du marché mettra de plus à disposition au droit des installations principales un défibrillateur, localisable immédiatement par les intervenants.

Des dispositions particulières seront mises en place par l'entreprise titulaire pour les installations de chantier spécifiques aux travaux de retrait des déchets.

Ces dernières seront détaillées dans le PPSPS de l'entreprise.

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé.

Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur Titulaire.

Une zone d'accès depuis la voie publique devra être réalisée et une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel devra être prévue.

Cette zone de stationnement devra être distincte de la zone de chantier.

Les locaux seront équipés de moyens de lutte contre un début d'incendie.

Tous les postes de travail seront équipés à proximité immédiate de moyens d'extinction contre un départ de feu.

Aucune découpe par point chaud ne sera permise dans l'ensemble du chantier.

5.1.2 Vestiaires

L'installation des vestiaires s'organisera de la façon suivante :

Les vestiaires seront éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation et laissés en place jusqu'à la fin du chantier. Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,25 m² par salarié.

5.1.3 Réfectoires

L'installation des réfectoires s'organisera de la façon suivante :

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,50 m² par salarié.

5.1.4 Sanitaires

L'installation des sanitaires s'organisera de manière à n'être accessible qu'en zone verte, répartis au maximum à 500 m de tout poste de travail.

5.1.5 Points d'eau

Il n'existe pas de point d'eau disponible sur le chantier.

5.2 Nettoyage du chantier

5.2.1 Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :
L'entreprise titulaire aura à sa charge le nettoyage de l'ensemble des installations de chantier.

Ce nettoyage comportera l'évacuation des déchets banaux et ménagers, et le nettoyage complet des installations que ce soit les sanitaires, les bureaux ou les réfectoires et vestiaires.

5.2.2 Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comportent pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

5.2.3 Nettoyage des véhicules sortants

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

5.3 Clôture du chantier

5.3.1 Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

L'emprise du chantier sera clôturée par l'entreprise titulaire, s'il est nécessaire de compléter les clotures existantes pour les besoins du chantier.

~~Les portes et portails existants seront maintenus (sauf l'accès au hall du bâtiment F, à démonter) et entretenus par l'entreprise titulaire du marché et dimensionnés de façon judicieuse pour permettre un contrôle de l'accès du personnel et des véhicules des entreprises, ainsi qu'un accès rapide des secours.~~

5.3.2 Panneaux de chantier

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise titulaire.

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

5.4 Réseaux mis à disposition

Il n'existe plus aucun réseau mis à disposition.

6 Secours et évacuation des travailleurs

6.1 Dispositions d'alerte et accueil des secours

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante : Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

Les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

6.2 Plan de secours

Il n'existe pas de plan de secours pour le chantier : le plan du site sera utilisé et affiché au droit des différents postes de travail, qui prescrira le point de rencontre en cas d'alerte/évacuation des bâtiments.

Les sorties de chantier seront identifiées par un balisage spécifique et différencié, éclairées en permanence lors des phases d'activité.

Le rendez-vous général des secours extérieurs se fait au portail d'accès SINTERTECH rue de Chamrousse.

Ce point de rencontre sera rappelé lors de l'appel auprès des services extérieurs de secours.

6.3 Cas particulier de découverte d'engins de guerre

L'entrepreneur ayant découvert l'engin devra :

- faire cesser le travail immédiatement dans un rayon de 100 mètres,
- interdire de toucher à l'engin suspect et/ou de le déplacer,
- mettre en place un balisage périmétrique comportant la mention DANGER - INTERDICTION D'ACCES,
- prévenir le service départemental de la protection civile à la préfecture via la Gendarmerie 17 (ou autre numéro),
- en informer le Chef de Projet et le Coordonnateur SPS,
- ne pas ébruiter la découverte et faire surveiller le site en attendant le service du déminage.

6.4 Organisation des premiers secours

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

Un défibrillateur sera mis à disposition dans les installations principales de chantier, dont l'emplacement sera identifié et connu de tous les intervenants.

Des extincteurs seront positionnés sur tous les postes de travail.

Un rappel permanent de l'interdiction de fumer dans tous les bâtiments sera affiché par l'entreprise titulaire du marché.

7 Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1 Mise en commun des moyens

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en oeuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

7.2 Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- Le travailleur indépendant,
- L'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

7.3 Emploi de personnels intérimaires

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

7.4 Prestataires de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;
- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise remet alors au prestataire :

- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

8. Annexes

8.1 ANNEXE : Fiche d'appel des secours

EN CAS D'ACCIDENT



ALERTER OU FAIRE ALERTE

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.
L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL.
D'elle dépend **la rapidité et l'efficacité** des secours.
Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.

**Téléphonez du point d'appel
le plus proche.**

COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :

Site SINTERTECH

Rue de Chamrousse

LE PONT DE CLAIX - ISERE

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

au droit de l'accès du site.

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

Prévenez :

Le maître d'ouvrage ADEME

Le coordonnateur sécurité PRESENTS

Les organismes de prévention.